

# ISLAND POSITIONS

Gorée Institute Policy briefs series

Vol. 18 | Mai 2026

## Désinformation et démocratie à l'ère du numérique : quels enjeux pour le débat public et la résilience démocratique en Afrique ?

### Résumé exécutif

Ce policy brief revient sur les principaux enseignements du cinquième numéro de l'African Peace Agora (APA), organisé par le Gorée Institute autour de la question de la désinformation et des influences politiques à l'ère du numérique. Dans un paysage numérique en pleine mutation, les échanges ont permis d'identifier les multiples vulnérabilités auxquelles les sociétés africaines sont confrontées face à la circulation massive des infos, aux campagnes de manipulation informationnelle et aux usages politiques des plateformes numériques. Les discussions ont notamment souligné le caractère multidimensionnel de la désinformation qui s'appuie à la fois sur des biais structurels, des fragilités médiatiques et des dépendances technologiques de plus en plus fortes. Les intervenants ont également insisté sur les enjeux géopolitiques liés à la souveraineté numérique, aux ingérences informationnelles et à la faible maîtrise des infrastructures et outils numériques utilisés sur le continent. Le webinaire a par ailleurs attiré l'attention sur les risques que la désinformation fait peser sur la confiance citoyenne, la qualité du débat public, les processus électoraux ainsi que la stabilité démocratique. Les échanges ont également permis de rappeler les difficultés liées à la régulation des contenus numériques, notamment la nécessité de préserver un équilibre entre la lutte contre les infos et la protection de la liberté d'expression. Face à ces défis, plusieurs pistes d'action ont été proposées, parmi lesquelles le renforcement de l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI), l'intégration de la culture numérique dans les curricula éducatifs, le développement d'approches de prospective numérique ainsi qu'une gouvernance plus inclusive et plus souveraine des technologies numériques en Afrique.

### Recommandations

- Élaborer des **stratégies nationales de lutte contre la désinformation** respectueuses des libertés fondamentales.
- Renforcer les politiques de **souveraineté numérique** et la maîtrise des infrastructures technologiques.
- Intégrer l'**Éducation aux Médias et à l'Information** dans les curricula scolaires et universitaires.
- Développer des **mécanismes de veille et de prospective** sur les risques informationnels liés au numérique.
- Renforcer les initiatives de **fact-checking et de vérification collaborative de l'information**.
- Développer des programmes d'**éducation citoyenne au numérique**.
- Promouvoir un **journalisme éthique et responsable** face aux dynamiques de viralité.
- Renforcer la **transparence** des mécanismes algorithmiques et des politiques de modération.
- Collaborer avec les acteurs locaux pour mieux **identifier les campagnes de désinformation**.
- Soutenir les initiatives de **sensibilisation** à l'usage responsable des réseaux sociaux.
- Soutenir la **recherche** africaine sur les enjeux du numérique et de la désinformation.
- Accompagner les programmes de formation en culture numérique et en EMI.
- Encourager les **coopérations régionales** en matière de gouvernance numérique.

## Introduction

C'est un fait. La transformation numérique a profondément modifié les modalités de production, de diffusion et de consommation de l'information à l'échelle mondiale. Les réseaux sociaux, les plateformes numériques et même les messageries instantanées occupent désormais une place incontournable dans la structuration du débat public, la circulation des opinions et les dynamiques de mobilisation citoyenne. En effet, si ces évolutions offrent de nouvelles opportunités d'expression et de participation démocratique, elles favorisent également la propagation rapide de contenus trompeurs, de campagnes de manipulation et de discours polarisants. Dans plusieurs contextes africains, ces dynamiques se développent dans des environnements affectés par des fragilités institutionnelles, des tensions politiques, des périodes électorales sensibles et des dépendances technologiques préoccupantes. La désinformation devient ainsi un enjeu démocratique critique, capable de saper la confiance envers les institutions, d'alimenter les fractures sociales et d'influencer les perceptions collectives.

C'est dans ce contexte que le Gorée Institute a organisé le cinquième numéro de l'African Peace Agora (APA) consacré au thème : « Désinformation et influences politiques à l'ère du numérique : quels enjeux pour le débat public et la démocratie ? ». Ce webinaire a réuni des experts issus des domaines du numérique, des médias et de la gouvernance afin d'analyser les nouvelles formes de désinformation, leurs impacts sur les démocraties africaines ainsi que les réponses susceptibles de renforcer la résilience informationnelle des sociétés africaines.

## I- Problématique : transformations numériques et recomposition du débat démocratique en Afrique

**Comment les transformations numériques et la circulation accélérée de l'information redéfinissent-elles les dynamiques démocratiques en Afrique ? Dans quelle mesure la désinformation et les influences politiques numériques fragilisent-elles la confiance citoyenne, les processus électoraux et la stabilité démocratique ?**<sup>1</sup> En dehors des seuls enjeux technologiques, la question posée interroge la capacité des sociétés africaines à construire des espaces publics fiables, pluralistes et résilients dans un environnement marqué par la rapidité de circulation des contenus, la polarisation des discours et la multiplication des acteurs de l'information. Cette interrogation soulève également la problématique de la souveraineté numérique et de la maîtrise des infrastructures technologiques dans un contexte où les États africains demeurent fortement dépendants d'outils, de plateformes et de systèmes conçus hors du continent.

## II- L'expansion des espaces numériques et l'émergence de nouvelles vulnérabilités informationnelles

L'expansion des espaces numériques s'accompagne de transformations profondes des écosystèmes informationnels et des modalités de production du débat public. Cette croissance fulgurante fait émerger de nouvelles formes de vulnérabilités qui ne se limitent pas aux seuls aspects techniques, mais touchent

<sup>1</sup> OCDE, *Building Trust and Reinforcing Democracy*, 2022, [https://www.oecd.org/en/publications/building-trust-and-reinforcing-democracy\\_76972a4a-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/building-trust-and-reinforcing-democracy_76972a4a-en.html)

également les dimensions sociales, politiques et institutionnelles des sociétés africaines. Dans ce contexte, l'analyse des mutations du débat public, des formes de désinformation et des enjeux de souveraineté numérique permet de mieux comprendre la complexité des dynamiques informationnelles à l'œuvre.

### A) Les mutations du débat public à l'ère des plateformes numériques

L'essor des réseaux sociaux a profondément transformé les modes de circulation de l'information et les dynamiques de participation citoyenne. Il est à noter que les plateformes numériques permettent désormais une diffusion instantanée des contenus. Ce qui donne ainsi à de nouveaux acteurs la possibilité d'influencer les débats publics. Ainsi, en Afrique du Sud, les violences de 2021 dans les provinces du **KwaZulu-Natal** et du **Gauteng** ont été en partie amplifiées par la circulation de vidéos non vérifiées sur Facebook et Twitter, contribuant à une accélération des tensions locales. **De même, au Sénégal lors des tensions politiques de 2023, plusieurs vidéos sorties de leur contexte ont circulé sur TikTok et WhatsApp, alimentant des interprétations contradictoires de la situation politique.** Il convient de noter aussi que cette démocratisation de la parole s'accompagne également d'une fragilisation des mécanismes traditionnels de vérification de l'information. **La viralité des contenus, la rapidité des interactions et les logiques algorithmiques favorisent souvent les contenus sensationnalistes ou émotionnels au détriment de l'information vérifiée.**<sup>2</sup> Il ressort également de ces analyses le caractère **imprévisible d'Internet et des dynamiques numériques actuelles.** Dès lors, face à la propagation des infox, les réponses institutionnelles semblent davantage réactives

<sup>2</sup> Vosoughi, S., Roy, D., & Aral, S. (2018), *Science*, <https://doi.org/10.1126/science.aap9559>, montrent que les fausses informations se diffusent plus rapidement que les informations vérifiées en ligne.

que prospectives, limitant la capacité des acteurs publics et privés à anticiper les risques liés à la désinformation.

### B) La désinformation et ses vulnérabilités multidimensionnelles

Il importe de noter que la désinformation ne constitue pas uniquement un problème technique ou médiatique, mais un **phénomène multidimensionnel** qui exploite des vulnérabilités structurelles, numériques et informationnelles. **Les vulnérabilités structurelles peuvent être observées dans des contextes comme le Mozambique (Cabo Delgado) où la circulation de récits contradictoires en ligne a complexifié la compréhension des dynamiques sécuritaires locales.** Dans le champ numérique, la dépendance aux plateformes de messagerie a été particulièrement visible en Côte d'Ivoire lors des élections de 2020 où WhatsApp a servi de canal principal de diffusion de contenus politiques non vérifiés. Sur le plan médiatique, des études menées par des organisations de fact-checking comme Africa Check ont montré une augmentation des fausses informations circulant sur des sujets économiques et électoraux en Afrique de l'Ouest, souvent relayées avant toute vérification journalistique. Dans un environnement où la vitesse de diffusion prime sur la fiabilité, ces vulnérabilités se renforcent mutuellement et amplifient les effets de la désinformation. En effet, les biais structurels correspondent aux fragilités historiques, sociales et politiques qui augmentent la vulnérabilité de certaines sociétés aux campagnes de manipulation. Les contextes de tensions politiques, de fractures sociales ou d'héritages historiques sensibles favorisent la diffusion de récits polarisants. Les vulnérabilités numériques concernent quant à elles les dépendances technologiques, la faible maîtrise des infrastructures numériques ainsi

que les difficultés liées à la gouvernance des plateformes et des outils technologiques utilisés sur le continent. En ce qui concerne les vulnérabilités médiatiques, elles se traduisent par les difficultés rencontrées par les médias et les citoyens dans la vérification des contenus diffusés en ligne, dans un environnement où la rapidité prime souvent sur la fiabilité.

### **C) Les dépendances technologiques et les enjeux de souveraineté numérique**

Le numérique et la circulation de l'information s'inscrivent dans des enjeux géopolitiques importants. Dorénavant, les infrastructures numériques, les câbles sous-marins, les plateformes et les outils technologiques influencent fortement les rapports de pouvoir du monde actuel. À titre d'exemple, plus de 95 % du trafic internet international transite par des câbles sous-marins contrôlés par un nombre limité d'acteurs privés et de pays. Cette concentration renforce les asymétries entre régions et influence la circulation globale de l'information. Par ailleurs, la dépendance aux grandes plateformes numériques est particulièrement visible en Afrique où des acteurs comme **Meta ou Google** sont quasi incontournables dans l'accès à l'information, la communication publique et la diffusion des contenus. **Les risques d'ingérences informationnelles, les dépendances technologiques et les vulnérabilités liées à l'externalisation des infrastructures numériques africaines renvoient à des enjeux largement documentés par les analyses internationales sur la gouvernance numérique (CNUCED, 2021 ; Union africaine, 2020)**<sup>3</sup>. Dès lors, le renforcement de la souveraineté numérique des États africains et la maîtrise des outils technologiques dans les domaines de l'information, de la

<sup>3</sup> CNUCED (2021), *Digital Economy Report*, [https://unctad.org/system/files/official-document/der2021\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/der2021_en.pdf), met en évidence les dépendances technologiques et les enjeux de souveraineté numérique.

communication et de la gouvernance constituent un impératif stratégique.

## **III - La désinformation, un facteur de fragilisation des dynamiques démocratiques**

La désinformation constitue un facteur de fragilisation des dynamiques démocratiques en ce sens qu'elle affecte à la fois la confiance citoyenne, la qualité du débat public et le fonctionnement des institutions politiques. Ses effets se manifestent tant au niveau des **perceptions collectives** que dans les **pratiques de mobilisation et d'instrumentalisation de l'information**, notamment dans les **contextes politiques et électoraux**.

### **A) L'érosion de la confiance citoyenne et la polarisation de l'espace public**

**La désinformation contribue à fragiliser la confiance envers les institutions, les médias et les acteurs publics.** En diffusant des contenus trompeurs ou manipulés, la distorsion de l'information participe à la **polarisation des opinions et alimente les tensions sociales et politiques.** Au Burkina Faso, les périodes de transition politique ont été marquées par une forte circulation de contenus contradictoires sur les réseaux sociaux concernant les questions sécuritaires et les relations internationales. Cette situation a contribué à renforcer la méfiance envers certaines institutions publiques et médias traditionnels. Au Mali, plusieurs campagnes de désinformation relayées en ligne autour de la présence militaire étrangère et des enjeux sécuritaires ont alimenté des clivages dans l'espace public et renforcé les tensions entre différentes sensibilités politiques et citoyennes. Plus récemment, au Sénégal, lors des tensions politiques précédant l'élection

présidentielle de 2024, la diffusion de vidéos sorties de leur contexte et de publications virales non vérifiées sur **Facebook, Tik Tok et WhatsApp** a accentué la polarisation des débats publics et nourri des interprétations divergentes des événements. Les effets des campagnes de désinformation se traduisent par une influence sur les perceptions collectives, une altération des processus de décision et un affaiblissement de la crédibilité des institutions démocratiques. Les conséquences de ces phénomènes dépassent par ailleurs le champ strictement politique. **Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des rumeurs et fausses informations liées aux campagnes de vaccination ou aux questions sécuritaires ont parfois influencé les comportements sociaux et compliqué la gestion de certaines crises publiques.**

### **B) L'instrumentalisation politique de l'information et les stratégies d'influence numérique**

La désinformation est utilisée de manière stratégique dans les contextes politiques et électoraux où les réseaux sociaux servent d'instruments d'influence, de mobilisation et de manipulation de l'opinion publique. En **Guinée**, lors de la crise liée au troisième mandat présidentiel en 2020, les réseaux sociaux ont été largement utilisés pour diffuser des récits politiques concurrents, parfois accompagnés d'informations non vérifiées ou de contenus manipulés visant à influencer les perceptions de l'opinion publique. En **Côte d'Ivoire**, pendant les périodes électorales récentes, plusieurs organisations de veille numérique ont signalé la circulation coordonnée de contenus polarisants et de campagnes de désinformation sur Facebook et WhatsApp, contribuant à accentuer les tensions politiques. **Dans l'espace sahélien**, certains acteurs étatiques ou non étatiques utilisent également les plateformes numériques pour promouvoir des narratifs stratégiques liés aux

questions sécuritaires, géopolitiques ou identitaires. Ces dynamiques illustrent la manière dont les espaces numériques deviennent des terrains de compétition informationnelle et d'influence politique. Certaines formes de régulation ou de contrôle de l'information peuvent elles-mêmes être instrumentalisées à des fins politiques ou électoralistes, notamment à travers des restrictions d'accès à Internet ou des limitations de diffusion de contenus lors de périodes sensibles. Par ailleurs, **des décisions politiques majeures peuvent être influencées par des récits erronés ou des campagnes de manipulation informationnelle**, soulignant ainsi les effets potentiellement déstabilisateurs de la désinformation à grande échelle.

## **IV- Régulation des contenus numériques et protection des libertés : une tension permanente**

L'un des principaux enjeux réside dans la recherche d'un **équilibre entre la lutte contre la désinformation et la préservation de la liberté d'expression**. Les approches purement répressives ou sécuritaires présentent des limites importantes dans la mesure où elles peuvent, dans certains contextes, conduire à des restrictions excessives des libertés publiques et fragiliser la confiance dans les institutions démocratiques (OCDE, 2022 ; UNESCO, 2023).<sup>4</sup> À l'inverse, l'absence de régulation efficace favorise la circulation massive de contenus trompeurs, haineux ou manipulateurs, amplifiés par les logiques de viralité et les architectures algorithmiques des plateformes numériques. Cette tension

<sup>4</sup> OCDE (2022), *Building Trust and Reinforcing Democracy*, [https://www.oecd.org/en/publications/building-trust-and-reinforcing-democracy\\_76972a4a-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/building-trust-and-reinforcing-democracy_76972a4a-en.html) <https://www.unesco.org> ; UNESCO (2023), *Digital Platform Governance Guidelines*, .

renseigne sur la nécessité de construire des cadres de gouvernance du numérique multi-acteurs, associant les États, les plateformes numériques, les médias, les organisations de la société civile ainsi que les acteurs de l'éducation et de la recherche, conformément aux recommandations internationales en matière de gouvernance des espaces numériques et de protection de l'intégrité de l'information (OCDE, 2022 ; UNESCO, 2023).

## V- Le renforcement des capacités citoyennes pour une résilience informationnelle

Après avoir analysé les dynamiques de désinformation et leurs effets sur les systèmes démocratiques, force est de reconnaître que les réponses strictement institutionnelles ou technologiques restent insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas d'un **renforcement des capacités sociales, éducatives et citoyennes**. Ainsi, la construction d'une solide résilience face aux désordres informationnels suppose une approche de long terme axée sur l'éducation, les compétences critiques et la réappropriation citoyenne des espaces numériques.

### A) Le développement des compétences critiques à travers l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI)

Le **renforcement de l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI)** constitue aujourd'hui un enjeu prioritaire. En effet, le développement des capacités critiques des citoyens face aux contenus numériques, notamment chez les jeunes générations, est devenu indispensable. À titre illustratif, plusieurs initiatives ont montré l'efficacité de l'EMI dans la réduction de la vulnérabilité à la

désinformation. En Finlande, l'intégration précoce de l'éducation aux médias dans les programmes scolaires est souvent citée comme un facteur de forte résilience face aux campagnes de manipulation informationnelle. À l'inverse, dans plusieurs pays africains, l'absence ou la faible intégration de ces modules laisse les jeunes particulièrement exposés aux contenus viraux non vérifiés circulant sur les réseaux sociaux. Lors de périodes électorales, comme au **Nigeria en 2019** ou au **Kenya en 2022**, la diffusion massive de contenus manipulés sur WhatsApp et Facebook a illustré la difficulté des citoyens à distinguer information fiable et désinformation, renforçant ainsi l'importance de dispositifs éducatifs structurés. L'intégration de l'EMI dans les curricula éducatifs est un facteur déterminant pour permettre une meilleure compréhension des mécanismes de production, de diffusion et de manipulation de l'information.

### B) La lutte contre « l'analphanet » pour un renforcement de la culture numérique

La **lutte contre les nouvelles formes d'analphabétisme numérique, parfois qualifiées d'« analphanet »**, constitue un enjeu capital pour les pays africains. Cette notion renvoie à la difficulté pour certains utilisateurs de comprendre les logiques de fonctionnement des outils numériques qu'ils utilisent quotidiennement. Force est d'admettre que la maîtrise des technologies numériques ne peut se limiter à leur simple utilisation technique. Celle-ci suppose également une compréhension critique des plateformes, des algorithmes, des modèles économiques et des dynamiques d'influence qui régissent les espaces numériques contemporains. Un exemple concret peut être observé dans l'usage massif des réseaux sociaux mobiles en Afrique

de l'Ouest. En effet, de nombreux utilisateurs partagent et relaient des contenus sans connaissance des mécanismes de viralité ou des intentions derrière certaines campagnes d'influence. Cela a été particulièrement visible lors de la pandémie de **COVID-19** où des fausses informations sur les traitements et les vaccins ont circulé rapidement sur des plateformes comme WhatsApp et Facebook, influençant parfois les comportements de santé publique. Cette situation montre que la fracture numérique ne concerne plus uniquement l'accès aux technologies, mais également la capacité à en comprendre les logiques algorithmiques et économiques. Les plateformes reposent sur des modèles d'attention qui favorisent les contenus émotionnels, ce qui amplifie mécaniquement la désinformation. Ainsi, la culture numérique ne peut être réduite à une compétence technique, mais doit intégrer une dimension critique et analytique des environnements numériques.

### **C) Vers une transformation numérique centrée sur l'humain**

Le repositionnement de **l'humain au cœur des politiques de transformation numérique** se présente comme une orientation stratégique. **L'adaptation des politiques numériques aux réalités sociales, culturelles et éducatives des sociétés africaines** constitue une composante déterminante de la construction d'espaces numériques inclusifs, responsables et calqués sur les besoins des citoyens. L'expérience de plusieurs projets de digitalisation de services publics montre que l'efficacité des solutions technologiques dépend fortement de leur adaptation aux réalités sociales et culturelles. Par exemple, certaines plateformes de services administratifs en ligne mises en place sans accompagnement citoyen ont connu une faible adoption, notamment en raison de barrières linguistiques, de faible littératie numérique ou

d'un manque d'appropriation locale. À l'inverse, des initiatives communautaires combinant **technologies numériques et médiation humaine** (les programmes de radio communautaire intégrant des débats sur les usages numériques) ont montré une meilleure appropriation des outils et une réduction des perceptions erronées. Cela souligne que la transformation numérique ne peut être uniquement technologique, mais doit intégrer les dimensions sociales, éducatives et culturelles afin de garantir une appropriation inclusive et pérenne.

### **D) Recommandations pour une gouvernance inclusive et résiliente de l'espace numérique**

#### **1. À destination des États**

- Élaborer des stratégies nationales de lutte contre la désinformation respectueuses des libertés fondamentales.
- Renforcer les politiques de souveraineté numérique et la maîtrise des infrastructures technologiques.
- Intégrer l'Éducation aux Médias et à l'Information dans les curricula scolaires et universitaires.
- Développer des mécanismes de veille et de prospective sur les risques informationnels liés au numérique.

#### **À destination des médias et organisations de la société civile**

- Renforcer les initiatives de fact-checking et de vérification collaborative de l'information.
- Développer des programmes d'éducation citoyenne au numérique.

- Promouvoir un journalisme éthique et responsable face aux dynamiques de viralité.

### À destination des plateformes numériques

- Renforcer la transparence des mécanismes algorithmiques et des politiques de modération.
- Collaborer avec les acteurs locaux pour mieux identifier les campagnes de désinformation.
- Soutenir les initiatives de sensibilisation à l'usage responsable des réseaux sociaux.

### À destination des partenaires techniques et institutions éducatives

- Soutenir la recherche africaine sur les enjeux du numérique et de la désinformation.
- Accompagner les programmes de formation en culture numérique et en EMI.
- Encourager les coopérations régionales en matière de gouvernance numérique.

Ce policy brief a été réalisé dans le cadre du webinaire *African Peace Agora* en collaboration avec :

**Dr Yacine Diagne**

**Enseignante-chercheuse en science politique et journalisme au CESTI-UCAD**

**Cheikh Fall**

**Expert du numérique et des médias**

**Cyriac Gbogou**

**Spécialiste des enjeux numériques et de la gouvernance digitale**



Les Policy Briefs du Gorée Institute ou Island Positions sont des publications bimestrielles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Elle visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant un plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile et aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix et sécurité en Afrique. La page de garde résume quelques recommandations y inclus le résumé exécutif.



*Ile de Gorée, Résidence Bibi  
BP: 05 Gorée, Sénégal*

*+221 33 849 48 49  
info@goreeinstitut.org  
www.goreeinstitut.org*

*www.facebook.com/goreeinstitute  
www.twitter.com/goreeinstitute  
www.instagram.com/goreeinstitute*